

Nouvelles Francophones du Marché du Carbone et du MDP

Numéro 164 – 6 septembre 2009



Les ANAAs et les pays en voie de développement ?

Les Actions Nationales Appropriées d'Atténuation (ANAA) ont pour origine le Plan d'Action de Bali qui a invité tous pays à mettre en oeuvre des Actions d'atténuation appropriées. Selon ce plan, ces actions doivent être mesurables, notifiables et vérifiables. Si pour les pays industrialisés cela consiste à souscrire à des objectifs chiffrés de maîtrise des émissions de leur économie, pour les pays en développement ces ANAAs restaient à préciser.

Dans les textes de négociation en cours, en vue de leur adoption dans le futur traité climat, des précisions sont proposées pour les ANAAs dans les pays en développement :

- Il s'agirait d'actions volontaires devant conduire à des réductions d'émission à l'horizon 2020 et 2050 ;
- Trois sortes d'ANAAs pour les pays en développement sont envisagées : des ANAAs unilatérales (absence de soutien extérieur), des ANAAs conditionnelles (soutien financier et technique international) et des ANAAs génératrices de crédits carbone ;
- Les différentes ANAAs, en particulier les ANAAs conditionnelles, seront soumises à des exigences sévères en matière de surveillance, de déclaration et de vérification et pourraient être enregistrées dans un registre international, après avoir été approuvées par un panel technique ;
- Le soutien aux ANAAs conditionnelles pourrait être apporté dans le cadre du mécanisme financier de la Convention Climat, ou d'un fonds pour l'atténuation créé dans le cadre de ce traité ; le soutien aux NAMAs génératrices d'unités carbone proviendrait de la vente de ces dernières sur le marché international.

Ce sont là des éléments proposés pour les négociations qui risquent de changer de forme et de fonds avant leur adoption, car le consensus n'est pas acquis sur tous ces points !

L'Afrique demande 67 milliards de \$ par an pour lutter contre les CC

Dans le cadre de la préparation du nouveau traité climat post 2012 et de la Conférence de Copenhague, les dirigeants Africains ont annoncé la semaine dernière avoir pour objectif de présenter un front uni et fort lors de ces négociations pour donner une voix plus forte aux pays africains.

Ils considèrent que l'Afrique, continent le plus menacé par les CC selon le GIEC, a été fortement lésée dans les phases précédentes des négociations climat avec un soutien insignifiant pour s'adapter aux

CC et surtout une quasi-exclusion des financements carbone . Les dirigeants africains demandent en particulier aux pays riches :

- de réduire leurs émissions en GES de serre de 40 % en 2020 ;
- d'allouer un financement annuel à l'Afrique de l'ordre de 67 milliards de \$ par an pour l'aider à combattre le changement climatique.

La Norvège soutient la lutte contre la déforestation en Afrique

En 2008, le Gouvernement norvégien a promis d'allouer 0,5 milliard de \$ pour financer des mesures pour prévenir le déboisement dans les pays pauvres .La Norvège projette en particulier de donner 83,7 millions de \$ sur cinq ans pour soutenir l'initiative REDD en Tanzanie. Environ un cinquième de ce don sera alloué cette année. Une grande partie servira à financer des projets REDD lancés par les Nations Unies pour soutenir la politique de la Tanzanie en la matière.

Dans ce cadre, la Norvège a donné récemment 6,7 millions de \$ à des groupes locaux pour lutter contre la déforestation dans ce pays. Le financement va à un projet dans l'Est du pays et vise à réduire les émissions de 110 000 TCO₂eq sur cinq ans .Le projet assurera aussi un travail pour plus de 20 000 personnes.

La Norvège a également prévu de soutenir les efforts nationaux du Brésil et de la Guyane dans ce domaine.

L'Inde lance son plan national d'EE

L'Inde a lancé un plan national d'efficacité énergétique (EE) intégrant en particulier un système d'échange et de commerce des crédits carbone résultant des actions d'EE prévues par ce plan. Le plan pourrait réduire les émissions en GES de l'Inde de 100 millions de TCO₂eq/an et la consommation d'énergie du pays de 5 %.

Un mécanisme avec des objectifs à atteindre en matière d'EE par les principales industries consommatrices d'énergie sera mis en place. Les entreprises qui feront mieux que prévu seront en mesure de vendre des certificats d'économies d'énergie à celles qui seront restées en dessous de leur objectifs.

Ce plan prévoit également la mise en place de deux fonds EE : un « fonds de garantie risque » qui offrira des garanties aux banques pour les prêts sur des projets d'EE et un second fonds pour soutenir l'investissement dans la fabrication de produits économes en énergie et les prestations de services d'EE.

Le Gouvernement estime que la mise en place et l'exécution de ce plan pourrait coûter de l'ordre de 606 millions de dollars.

Suisse : objectifs 2020 de réduction des émissions GES annoncés

Le Gouvernement suisse a annoncé vouloir réduire ses émissions en GES de 20 % sous les niveaux de 1990 d'ici 2020. Cet objectif serait augmenté à 30 % en cas de résultats positifs lors des négociations climatiques prévues à Copenhague en décembre.

Une série de mesures sont envisagées pour aider le pays à atteindre cet objectif :

- Obliger, à partir de 2013, tous les importateurs et producteurs de combustibles fossiles à compenser un quart de leur empreinte carbone en investissant dans des mesures de réduction des émissions soit en Suisse soit à l'étranger ;
- Étendre la taxe CO₂ pour les carburants;
- Améliorer l'EE dans les bâtiments avec un premier budget de 131 millions de \$;
- Fixer un objectif contraignant d'émissions CO₂ sur toutes les voitures neuves ;
- Appuyer le développement du système d'échange national des émissions du pays.

Projets MDP sur le site de la CCNUCC : 6 septembre 2009

- **Projets dans le portefeuille de la CCNUCC** : plus de 4 200 projets avec 2,9 milliard de TCO_{2eq} attendues avant 2012
- **Projets soumis pour enregistrement** : 112 (12 802 321 TECO₂/an)
- **Projets enregistrés** : 1797 (312 685 856 TECO₂/an) dont 36 dans des pays Francophones : 8 au Vietnam, 5 au Maroc, 5 à Chypre ; 4 en Égypte, 4 au Cambodge, 4 en Moldavie, 2 en Tunisie, 1 au Laos, 1 en Dominique ,1 Cote d'Ivoire, 1 Guinée
- **URCEs émises** : 327 313 255
- **Méthodologies de ligne de base de grand projets** : 92 approuvées (14 consolidées) dont 11 pour les grands projets Bois/Rebois(2 consolidées)
- **Méthodologies de ligne de base de projets de petite échelle** : 52 approuvées dont 6 pour les petits projets Bois/Rebois
- **AND notifiées** : 140 dont 113 situées en pays non Annexe I (27 en pays francophones)
- **Entités Opérationnelles Accréditées** : 26 (validation) dont 22 (validation ,vérification)
- **Prix de l'URCE pour 2009-2012** : de 9.5 à 13.5 € (9.5 € pour des URCEs de projets à risque moyen, 10.5 € à 11 pour des URCEs de projets à risque faible, 11.5 à 12.5 € pour des URCEs de projets enregistrés, 13 à 13.5€ pour des URCEs assurées garanties)
- **Prix de l'URCE pour post-2012** : 6 à 8 €

Portail MDP Francophonie

Un portail MDP a été créé et mis en place par l'IEPF dans le cadre de l'Initiative Francophone de Partenariat dans le domaine du MDP. Il peut être consulté sur le site de l'IEPF à l'adresse suivante : http://www.iepf.org/docs_prog05/pol_envir05/IFP-MDP-accueil.htm

De l'information sur la validation /enregistrement de projets MDP par le CE sur :

- Autorités Nationales Désignées du MDP - AND MDP : <http://cdm.unfccc.int/DNA>
- Entités Opérationnelles Désignées EOD : <http://cdm.unfccc.int/DOE/list>
- Projets enregistrés : <http://cdm.unfccc.int/Projects/registered.html>
- Méthodologies de Lignes de base et de suivi pour les projets : <http://cdm.unfccc.int/methodologies>
- Méthodologies approuvées :
<http://cdm.unfccc.int/methodologies/PAmethodologies/approved.html>
- Méthodologies en cours de révision : <http://cdm.unfccc.int/methodologies/process?cases=B>
- Méthodologies non approuvées :
<http://cdm.unfccc.int/methodologies/PAmethodologies/publicview.html?cases=C>
- Méthodologies approuvées pour les projets de petite échelle :
<http://cdm.unfccc.int/methodologies/SSCmethodologies/approved.html>
- Projets MDP en cours de validation et proposés pour commentaires du public :
<http://cdm.unfccc.int/Projects/Validation>

Glossaire

ANAA	: Action Nationale Appropriée d'Atténuation des émissions en GES
BM	: Banque Mondiale
B/RB	: Boisement /Reboisement
CCNUCC	: Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CDP	: Conférence des Parties à la CCNUCC
DD	: Développement durable
DDP	: Document Descriptif de Projet MDP
CC	: Changements Climatiques
CE	: Commission Européenne
CE MDP	: Conseil Exécutif du MDP
CSC	: Captage et Stockage du Carbone
EE	: efficacité énergétique
EDE	: Echange des Droits d'Emissions
EOD	: Entité Opérationnelle Désignée
ER	: Énergies renouvelables
EUA	: États-Unis d'Amérique
GES	: Gaz à effet de serre
GIEC	: Groupe Intergouvernemental chargé des Études Climatiques
IEPF	: Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie
IFP MFDP	: Initiative Francophone de Partenariat pour le MDP
MDP	: Mécanisme pour un Développement Propre
MOC	: Mise en œuvre Conjointe
NIP	: Note d'Information de Projets MDP
NU	: Nations Unies

NF MDP : Nouvelles Francophones du MDP
PED : Pays En voie de Développement
PK : Protocole de Kyoto
PNAQE : Plan National d'Allocation de Quotas d'Émissions
PNAQE 1 : pour 2005-2007
PNAQE 2 : pour 2008-2012
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE : Programme des Nations Unies pour l'Environnement
RDP : Réunion des Parties au PK
REDD : Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts
UE : Union Européenne
URCE : Unité de Réduction Certifiée des Émissions en GES (1 tonne CO₂eq)
URVE : Unité de Réduction Volontaire des Émissions (1 tonne CO₂eq)
UTCF : Utilisation des terres, leurs changements et la forêt

- 'Nouvelles Francophones du MDP' est un bulletin hebdomadaire édité par l'IEPF dans le cadre de l'Initiative francophone de Partenariat dans le domaine du MDP lancée en avril 2005 par la communauté francophone à Montréal

- Abonnez vous à ce bulletin ici : <http://www.mediaterre.org/mailman/listinfo/initiative-mdp>

- Participez à la vie de ce bulletin en adressant vos premières expériences, vos acquis ainsi que vos besoins en matière de MDP à :

Initiative Francophone de Partenariat dans le domaine du MDP, IEPF
initiative-mdp-animateur@mediaterre.org